Comptes rendus

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier**

Band (Jahr): **34 (2018)**

PDF erstellt am: **23.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

COMPTES RENDUS

SGB/USS (éd.),
100 Jahre Landesstreik ! Ursachen, Konfliktfelder, Folgen.
Reader zur Tagung vom 15.11.2017
Centenaire de la grève générale ! Origines, conflits, conséquences.
Interventions au colloque du 15.11.2017
Berne, SGB/USS, 2018, 112 p.
Téléchargeable sur le site generalstreik.ch

Vania Alleva, Andeas Rieger (éd.),
Grèves au 21e siècle
Zurich, Rotpunktverlag, 2017, 166 p.

À l'occasion du centenaire de la Grève générale de 1918, plusieurs publications sont annoncées, dont un numéro commun des *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier* et de la revue *traverse* qui paraîtra à l'automne 2018. Le mouvement syndical a pris les devants, souhaitant donner une actualité à l'événement tout en soulignant le rôle de la grève comme instrument de lutte pour les salarié·e·s.

Afin de lancer l'année commémorative et de peser sur le débat scientifique et médiatique, l'Union syndicale suisse a organisé en novembre 2017 déjà un colloque historique destiné à faire le point sur l'état de la recherche et à définir le cadre de l'interprétation des événements en mettant en avant la vision des vaincus, celle propagée très tôt par Robert Grimm et ses camarades : une « défaite victorieuse » qui, au-delà de l'échec de la grève elle-même, a renforcé le mouvement ouvrier et fait avancer ses revendications, à l'exemple de la semaine de 48 heures adoptée en 1919.

Une dizaine d'historiens et d'historiennes ont exploré les diverses facettes de la question : du contexte révolutionnaire européen et de son impact sur le mouvement ouvrier suisse (Adrian Zimmermann) aux conséquences de la grève pour les organisations ouvrières (Bernard Degen), en passant par la crise alimentaire (Maria Meier), les banquiers (Marc Perrenoud), les femmes (Elisabeth Joris), les organisations patronales (Pierre Eichenberger), les gardes civiques (Andreas Thürer) et la politique d'immigration (Silvia Arlettaz).

L'interprétation des événements a fait l'objet d'un débat mené par Stefan Keller et Annette Hug, réunissant Hans Ulrich Jost, qui a souligné le rôle de la grève dans le renforcement de la droite conservatrice, Christian Koller, Roman Rossfeld et Rebekka Wyler. La publication de l'USS propose une version synthétique des interventions du colloque. Notons que la plupart des auteur·e·s contribueront au numéro spécial AÉHMO/*traverse*.

S'inscrivant dans une actualité plus récente, le syndicat Unia s'intéresse aux grèves de ces deux dernières décennies. À travers une dizaine de conflits exemplaires, dont ceux de la Boillat, des Officine ou de Merck Serono, l'ouvrage rend compte du rôle de la grève dans la défense des droits des salarié·e·s. Il vise à défendre la légitimité de cet instrument de lutte, déconsidéré par les faîtières syndicales pendant les décennies de « paix

du travail». Une brève chronique de chaque grève retrace les principales étapes du conflit, en propose un bilan et s'efforce de tirer quelques leçons pour les combats à venir.

Ces exemples sont complétés d'interviews de responsables syndicaux (Paul Rechsteiner, Vania Alleva, Catherine Laubscher, Alessandro Pelizzari et Enrico Borelli) qui évoquent les divers enjeux de la grève, que ce soit sur le plan pratique ou stratégique, mais aussi sur le plan humain et émotionnel.

Dans son article «Nouveau cycle de conflits de travail», Andreas Rieger relève que les années 1990 constituent un véritable tournant. La décennie s'ouvre sur la grève des femmes de juin 1991. Bien qu'elle soit le premier grand mouvement interprofessionnel depuis la Grève générale de 1918, cette mobilisation est toutefois absente de la statistique officielle des grèves, car elle est qualifiée de «politique»! Dans les années suivantes, la crise économique et une politique patronale très offensive conduisent à la multiplication des conflits collectifs de travail. Rieger s'attache à identifier les principaux secteurs concernés et à analyser les motifs du conflit. Il relève ainsi l'extension des grèves à des branches jusque-là peu touchées par ce type de mobilisations : les services, la recherche pharmaceutique (comme chez Novartis ou Merck Serono) ou les assurances (Generali à Nyon en 2016).

La publication d'Unia est complétée par un très utile tableau synthétique qui signale les grèves menées entre 2000 et 2016 dans les branches où le syndicat est actif.

PATRICK AUDERSET

Alain Clavien, *La presse romande*
Lausanne, Antipodes, 2017, 203 p.

Afin de comprendre les mutations importantes vécues par la presse romande d'aujourd'hui, Alain Clavien, professeur d'histoire à l'Université de Fribourg, dénoue le fil des changements intervenus dans les processus éditoriaux et rédactionnels.

Si plusieurs analyses sont sorties ces dernières années pour rendre compte de ces bouleversements, cet ouvrage apporte un éclairage sur l'évolution des journaux romands depuis leurs débuts, au XVIIIe siècle, jusqu'à nos jours. Ces deux siècles d'histoire de la presse mettent en lumière les transformations des contenus rédactionnels et du métier de journaliste mais surtout les logiques de marché à l'œuvre ayant conduit pour une part importante à la situation actuelle. Si l'échelle choisie est locale, les phénomènes décortiqués sont globaux, les systématiques éditoriales étant semblables d'un pays à l'autre.

Illustré et synthétique, conçu comme un abrégé d'histoire, *La presse romande* est un livre qui parle. La voix d'Alain Clavien s'attarde tout d'abord sur la naissance de la presse en Suisse romande, à la fin du XVIIIe siècle. À cette époque-là, on ne débattait pas de sujets politiques publiquement, au risque de se voir intimer l'ordre de fermer boutique. C'est pourquoi les journaux les plus courants étaient des feuilles d'avis et d'annonces qui avaient l'avantage d'être lucratives et peu exigeantes en termes de contenu. Le débat politique quant à lui passait par d'autres canaux, comme les pamphlets et les brochures qui étaient alors anonymes et distri-

bués sous le manteau. C'est au moment où le canton de Vaud s'est libéré de la domination bernoise en 1798 que les journaux politiques, alors conçus comme des armes de propagande, ont fait leur apparition. Dès 1850, les différentes tendances politiques qui en avaient les moyens se sont dotées de leur propre journal d'opinion.

Les parutions qui jusque-là avaient été sporadiques sont progressivement devenues régulières, en raison de l'élargissement du public, des innovations d'impression et techniques. Ce glissement vers une production d'un journal quotidien a eu comme conséquence une professionnalisation du métier de journaliste, en raison d'une masse abondante et renouvelée d'informations ne pouvant plus être élaborées pendant les heures de loisirs, et une augmentation des dépenses, le matériel nécessaire à sa fabrication étant coûteux; cela a favorisé la création de sociétés pour en financer le lancement. Ainsi, à partir de 1870 déjà, la presse romande est entrée dans une logique commerciale et économique, le public devenant ainsi un marché à conquérir.

Au tournant du XXe siècle, le rôle de plus en plus prégnant de l'économie dans le champ médiatique s'est manifesté également par l'apparition des agences de presse, comme l'Agence télégraphique suisse qui, en vendant des dépêches, ont transformé l'information en une marchandise. Par ailleurs, la publicité a pris une place prépondérante dans les revenus des journaux. Rapidement, l'objectif des quotidiens n'a plus été de convaincre le peuple d'un objet politique particulier mais de toucher un public le plus large possible. Le contenu s'est ainsi écarté des luttes partisanes pour évoluer vers une teneur plus «neutre», faite de scandales, de faits divers et de romans-feuilletons.

Ensuite, le contexte de la Première Guerre mondiale a contribué à créer une exigence de rapidité de l'information et de diffusion, le public voulant être informé des nouvelles du front le plus tôt possible. Cette habitude s'étant ancrée, les quotidiens ont été encouragés à «coller» à l'actualité et à accélérer le rythme de publication. Cela d'autant plus que la presse a été bousculée par l'arrivée de la radio, au début des années 1920, mais surtout par celle de la télévision dans les années 1950. Ces deux médias, qui diffusaient des informations de façon plus immédiate et qui surtout attiraient une partie de la publicité qui jusque-là bénéficiait uniquement aux journaux, ont représenté de sérieux concurrents.

L'arrivée de la radio et de la télévision ne sont pas les deux seules causes du coup de frein subi par la presse à partir des années 1960. Les charges élevées liées à la modernisation des moyens d'impression et au passage à la couleur ainsi qu'aux salaires ont conduit à la concentration des journaux au sein de grands groupes commerciaux, comme Edipresse ou Cicom, pour lesquels le journal est alors devenu un produit comme un autre. Afin de financer l'augmentation des coûts, ces éditeurs se sont abreuvés essentiellement à la manne publicitaire, permettant ainsi de maintenir le prix du journal assez bas comparé aux pays voisins. Cette stratégie entraînant une dépendance par rapport aux revenus publicitaires n'a cependant pas été sans conséquences pour les rédactions qui ont

dès lors été incitées à « tenir compte des réalités financières ». Le contenu a également dû s'adapter aux pressions des élites politiques tolérant mal les informations dérangeantes sur leurs agissements (affaires Savro, Pilatus, P26, Jeanmaire, Kopp, les fonds Marcos, etc.) et intimidant les rédactions à coup de procès ruineux, les conduisant ainsi à renoncer à prendre des risques.

Enfin, le champ médiatique a été bouleversé par l'arrivée d'internet qui s'est popularisé au début du XXIe siècle et qui en a transformé l'ensemble des pratiques : le modèle économique, la production et la diffusion de l'information ainsi que les habitudes de lecture. Les grands moteurs de recherche, financés essentiellement par la publicité, ont imposé des standards d'immédiateté et de gratuité de l'information, faisant croire à « une grande utopie des savoirs universellement disponibles, bénévolement constitués et librement échangés ». Dès lors, la publicité a migré vers les médias numériques, délaissant la presse payante. Les grands groupes d'édition ont également été les fossoyeurs de cette presse payante en organisant l'exode de la publicité par le lancement de journaux gratuits, qui ont logiquement absorbé les revenus publicitaires, et en exploitant des sites en ligne de petites annonces. Les bénéfices auparavant liés à la presse payante ont ainsi été transférés à d'autres produits appartenant aux mêmes groupes d'édition, rendant les journaux payants non rentables.

L'auteur termine sur une note un peu énervée à l'égard des politiques de rendement extravagant de ces groupes de presse – ou plutôt du groupe dominant Tamedia – qui se sont traduites par une nette baisse de la qualité rédactionnelle.

Le livre d'Alain Clavien est donc un jalon essentiel pour comprendre les enjeux ayant conduit à la quasi-disparition de la presse payante. Ou peut-être à un retour du journal politique, ce type de presse semblant particulièrement intéresser Christoph Blocher, tribun milliardaire de l'UDC.

CAROLE VILLIGER

Migrations
***Revue historique vaudoise*, n° 125**
Lausanne, Antipodes, 2017, 312 p. (dont 200 p. pour le dossier)

Le dernier volume annuel de la *Revue historique vaudoise* propose un dossier sur le thème stimulant des migrations. Il aborde une série de sujets inédits et peu connus et consacre par ailleurs des pages spécifiques à la question des mémoires de ces migrations. Une étude archéologique sur les flux migratoires au temps des Helvètes complète encore le propos.

L'expérience migratoire est le plus souvent liée à la question du travail, de la production et de la subsistance, et concerne plus volontiers, mais pas seulement, des milieux populaires ou ouvriers. C'est ainsi que plusieurs des contributions rassemblées dans cette livraison, notamment celles que nous évoquerons ci-après sans les citer toutes, portent sur l'histoire du mouvement ouvrier. Elles couvrent par ailleurs des périodes et des échelles spatiales fort différentes.

Avec la contribution de Laurence Marti, c'est dans la durée que les bourgs de Curino, dans le Piémont,

et Aubonne se trouvent associés par un fait migratoire. Au début du XIXe siècle, des artisans gypsiers ou charpentiers arrivent dans le canton de Vaud pour offrir leurs services pour la saison, à une époque où même ceux qui descendent de la vallée de Joux pour travailler ont un statut d'« étrangers » (certes différent que celui des Piémontais). Cette étude monographique montre la lente mais solide intégration de certains de ces artisans, dont la famille Locca. Issus de cette migration alpine, ils ont gardé le contact avec leurs origines. En outre, d'autres sources migratoires pour la population aubonnoise sont également mentionnées.

Les migrations concernent aussi de plus petites échelles géographiques. Ainsi, Georges Andrey évoque l'arrivée d'ouvriers fribourgeois dans la commune vaudoise de Saint-Prex dans le contexte du transfert d'une verrerie et de la construction d'un nouveau quartier dans la première moitié du XXe siècle. La commune lémanique a ainsi vu cohabiter des protestants et des catholiques, des électeurs libéraux conservateurs et des électeurs radicaux plus progressistes, ceux-ci ayant même renversé la majorité municipale en 1921.

Centrée sur la période de la seconde partie du XXe siècle à nos jours, l'étude de Marina Marengo sur l'immigration italienne dans le canton de Vaud aborde une problématique qui vaut sans doute plus largement pour ces expériences migratoires. Elle porte en effet sur les motivations et les modalités de la migration, les duretés de l'accueil de la première génération, et surtout sur le mythe du retour qui caractérise, et parfois déchire, les familles migrantes. Issue d'un travail de géographie, l'enquête aurait pu inscrire davantage les itinéraires décrits par les témoins dans les contextes historiques successifs qui ont marqué l'après-guerre et les époques plus récentes.

La contribution d'Angela Alaimo sur les associations italiennes de Lausanne provient également d'un travail de géographie, mais dans une perspective historique plus développée. Rappelant les travaux de Claude Cantini sur la « Casa d'Italia » lausannoise et ses liens avec le fascisme, l'auteure rend compte de l'évolution ultérieure des associations italiennes, après la Seconde Guerre mondiale sous l'égide de la Colonia Libera Italiana, et plus tard de plus en plus aussi dans le cadre d'associations régionales ou de structures à vocation culturelle. Elle s'interroge également sur les causes du recul de la fréquentation de ces associations de la part des deuxième et troisième générations de cette migration italienne.

Diolinda Hajda, dont l'étude est issue d'un récent mémoire de licence, analyse un corpus de 39 reportages télévisés de Suisse romande sur l'immigration. Elle mentionne une série de constantes : les travailleurs immigrés y sont systématiquement interviewés, soumis à des questions qu'ils ne choisissent pas ; entre 1960 et 1986, la plupart de ces reportages ont été diffusés à une heure de grande écoute, ce qui rend compte de l'intérêt de la société pour cette thématique ; en revanche, cette présence de la main-d'œuvre étrangère sur le petit écran est irrégulière, liée à des faits d'actualité ; dans la parole de ces immigrés, l'inhumanité du sort qui leur est réservé est bien présente, mais d'autres thèmes comme le

racisme ou l'utilité économique de la migration ne sont pas abordés, ou alors par d'autres voix présentes dans le reportage ; enfin, ce sont le plus souvent des hommes seuls qui s'expriment, des hommes qui ne font peut-être que passer. L'auteure conclut à juste titre que l'intérêt présent des archives audiovisuelles est de donner accès à une connaissance non pas seulement de l'histoire des migrations, mais surtout de celle du « rapport qu'entretient un pays d'accueil avec ses immigrés » (p. 102).

À propos des mémoires des phénomènes migratoires, Ernesto Ricou, son principal initiateur, évoque l'histoire du petit musée lausannois de l'immigration, ouvert en 2004 avec de très modestes moyens. Le lieu propose une collection de valises et autres objets symboliques de l'expérience migratoire. Il est aussi un petit centre dédié aux témoignages et à la fabrication de traces dans ce domaine. La structure est fragile, mais a récemment développé une exposition itinérante avec des photographies de Jean Mohr. C'est une expérience originale et bienvenue qui nous alerte aussi sur l'absence en Suisse d'un véritable travail de mémoire sur le thème migratoire. La France a finalement réussi, non sans difficultés, à se doter d'un Musée national de l'histoire de l'immigration. Compte tenu de son histoire contemporaine, et aussi plus ancienne, il est regrettable qu'il n'en soit pas de même pour la Suisse.

Ce dossier de la *Revue historique vaudoise* est encore enrichi par une magnifique présentation d'images photographiques prises par Hélène Tobler entre 1992 et 1996 dans les territoires touchés à cette époque par les conflits déchirants de l'ex-Yougoslavie. Cette partie iconographique porte à la fois sur le reportage de guerre et sur une histoire tragique qui concerne de nombreux immigrés vivant aujourd'hui en Suisse, dont l'histoire migratoire est encore à écrire.

CHARLES HEIMBERG

Luigi Lorenzetti et Nelly Valsangiacomo (éd.), *Alpes et patrimoine industriel : culture et mémoire, XIXe-XXe siècles*
Mendrisio, Mendrisio Academy Press, 2016.

Tiré d'un séminaire de recherche tenu à Lausanne, Mendrisio et Aoste de 2011 à 2013, cet ouvrage collectif propose une réflexion originale sur la mémoire industrielle des sociétés alpines par l'étude de leur patrimoine. Dirigé par Luigi Lorenzetti et Nelly Valsangiacomo, le livre questionne la double entrave connue par le patrimoine industriel dans l'espace alpin : d'abord parce que les bâtiments industriels ne sont entrés que tardivement dans les processus de patrimonialisation des quatre pays étudiés (France, Italie, Autriche et Suisse), dans les années 1980, au moment où les mutations des systèmes de production laissaient de grandes friches industrielles et où les processus de globalisation et de délocalisation amenaient à un nouveau rapport à un passé dont les traces matérielles disparaissaient ; ensuite et surtout, comme le relèvent les deux directeurs de la publication en introduction, parce que l'« invention » des Alpes comme « spectacle » a braqué les regards sur les montagnes

et les sommets qui les composent, au détriment des plaines et des vallées où se concentrent pourtant la majorité des activités humaines. Comme les processus de patrimonialisation sont avant tout des processus identitaires, le pittoresque, le folklorique et une nature réputée «sauvage» se sont trouvés au cœur des représentations dominantes des sociétés alpines dès la seconde moitié du XIXe siècle. Accentuée au cours du XXe siècle, alors même que les Alpes devenaient un important centre de la seconde industrialisation hydroélectrique, cette évolution a contribué à isoler le fait industriel et à l'effacer de la mémoire collective, avant un timide retour depuis une trentaine d'années.

C'est à la compréhension de ce processus d'occultation mémorielle qu'invitent les différentes contributrices et contributeurs de l'ouvrage, qui rejoignent et prolongent d'autres travaux collectifs récemment menés, notamment ceux sur le Valais ouvrier (Luc van Dongen et Grégoire Favre, *Mémoire ouvrière : ouvriers d'usines et industrie en Valais*, Sierre, Monographic, 2011 ; Werner Bellwald et al., *Un peuple réfractaire à l'industrie ? Fabriques et ouvriers dans les montagnes valaisannes*, Lausanne, Payot, 2006). Guidé par un même questionnement – « À travers quelles formes et quelles modalités les représentations et les récits identitaires des sociétés alpines ont[-ils] intégré leur passé industriel ?» (p. 15) –, les différentes études de cas proposent une narration générique qui souligne bien plus les difficultés de reconnaissance du passé industriel dans les régions de montagne.

À la lecture des différents articles, l'effacement du patrimoine industriel résonne comme l'autre face de la faible prise de la mémoire ouvrière sur les sociétés alpines, comme le montre par exemple l'histoire de différents chantiers de construction des lignes ferroviaires. L'article d'Andrea Tognina sur la Berninabahn dans les Grisons tout comme celui d'Elisabeth Joris sur les chantiers du Simplon et du Lötschberg rappellent le rôle joué par la main-d'œuvre italienne, depuis longtemps tombé dans l'oubli. L'inscription de la Berninabahn au patrimoine mondial de l'Unesco en 2008 insiste sur le «miracle technique» (p. 219) représenté par cette ligne de chemin de fer, alors que l'histoire ouvrière de sa construction, travaillée en 2010 pour les cent ans de l'ouvrage, n'entre pas dans la stratégie de communication des chemins de fer rhétiques. De son côté, E. Joris rappelle qu'un patrimoine est rarement un «matrimoine» et note les enjeux politiques passés qui ont relégué l'histoire des Italiennes dans le Haut-Valais aux oubliettes. Dès l'installation des colonies ouvrières, le modèle de l'ouvrier-paysan, masculin et indigène, a été soutenu et mobilisé par les autorités conservatrices mais aussi par l'Église pour stabiliser un système patriarcal contre les revendications syndicales et socialistes.

Le processus mémoriel est hautement sélectif et les traces qui sont considérées comme dignes de patrimonialisation révèlent toujours des partis pris. Ainsi, les activités proto-industrielles ou manufacturières autour des mines ou des moulins à eau sont souvent préférées à celles, plus massives, de la deuxième industrialisation. L'article de Giulia Fassio et Valentina Porcellana sur le Val Chisone dans le Piémont illustre la mise en avant du passé le plus éloigné,

«celui qui correspond à la phase technologiquement la plus arriérée, mais aussi la plus consensuelle du point de vue des rapports sociaux» (p. 15). Non loin de cette vallée, la mémoire du district biellais, spécialisé dans la production lainière et analysé par Gianni Perona, insiste désormais sur une prétendue tradition *made in Italy*, de luxe, inspirée par quelques grandes familles industrielles comme les Cerruti au détriment de tout un tissu productif local aujourd'hui disparu, qui misait surtout sur une production de masse. Évoquant la vallée de l'Arve, Pierre Judet souligne la mise en valeur d'un patrimoine immatériel, celui d'un savoir-faire local – le décolletage – qui permet également d'atténuer les souvenirs de la conflictualité sociale. Dans le Trentin, un biais mémoriel oublie le passé industriel au profit d'une ruralité idéalisée et mobilisée par l'industrie touristique, écrit Casimira Grandi.

Si le lecteur regrettera l'absence d'une conclusion synthétique qui aurait permis de mieux mettre en valeur les apports collectifs des treize études de cas proposées, il trouvera en contrepartie une grande richesse documentaire mais aussi disciplinaire (entre histoire, ethnographie, anthropologie, écologie, etc.) dans les pages d'un ouvrage qui rappelle que l'historienne ou l'historien est à la fois un «sauve-mémoire» mais également un «trouble-mémoire», pour reprendre la belle formule de Pierre Laborie, récemment disparu.

ALEXANDRE ELSIG

La version numérique du livre est librement consultable sur le site du Laboratorio di Storia delle Alpi. www.labisalp.arc.usi.ch

Carole Villiger,
Usages de la violence en politique
Lausanne, Antipodes, 2017, 295 p.

Qu'est-ce que la violence en politique? S'est-elle exercée en Suisse, dans quels contextes et avec quels résultats? C'est à ces questions passionnantes que Carole Villiger cherche à répondre dans ce livre. Ses réponses tordent le cou à bien des préjugés, à commencer par celui d'une Suisse tranquille, épargnée des actes terroristes et de la violence d'État au XXe siècle – idées certes probablement moins répandues qu'ailleurs parmi le lectorat des *Cahiers*, qui en apprendra toutefois beaucoup à la lecture de sa thèse.

Deux écueils se sont d'emblée posés à la chercheuse pour cerner son objet d'étude: définir la violence et réunir un corpus de cas y répondant. Le concept de violence est en effet très discuté, notamment par les politologues, chez lesquel·le·s Carole Villiger a puisé un vaste ensemble de théories. Sans pour autant prétendre à une définition totalement satisfaisante, elle en retient une approche pragmatique: sont définies comme violentes des actions qui confrontent plusieurs parties, et durant lesquelles des biens matériels sont endommagés et/ou des personnes atteintes physiquement, en dépit d'une résistance. La recherche bute toutefois, de l'aveu même de l'historienne, sur l'appréhension de cette violence par l'État, qui en détient le monopole et est donc à même d'imposer au public sa propre perception des actions violentes. Avec honnêteté, elle n'esquive pas la question et en fait même un point central de son travail, puisque son corpus de base

est constitué par une recherche des actions mentionnées dans la presse, elle-même reflet de cette appréhension subjective de la violence. Pour contrebalancer cette perception, la chercheuse a d'emblée décidé de cibler trois types de mouvances politiques qui ont utilisé la violence : l'extrême gauche (définie assez largement, cela dit), l'extrême droite, les protagonistes du conflit jurassien. Elle y a ajouté les actions violentes menées par des groupes étrangers sur territoire suisse.

Si ces études de cas sont parfois inégales, le choix de les comparer s'avère toutefois fructueux. Force est de constater que la répression des autorités à l'égard de ces groupes dépend plus de l'appréhension de la violence par l'État que des réels dommages commis. On s'en doutait, certes, depuis l'affaire des fiches notamment, mais cette fois-ci une étude empirique montre, avec plusieurs exemples à l'appui, que la définition de la violence, du terrorisme, dépend fortement du contexte de son apparition et surtout que les groupes dits d'extrême gauche sont plus surveillés et réprimés que les groupes d'extrême droite, quand bien même les premiers veillent à ne provoquer que des dommages matériels alors que les seconds s'en prennent parfois sans scrupule à des groupes minoritaires (réfugié·e·s en premier lieu).

Le livre de Carole Villiger montre ainsi que la Suisse n'a pas été épargnée par la violence politique dans la seconde moitié du XXe siècle. Non seulement la démocratie directe, présentée souvent comme un bouclier contre la violence, n'a pas permis d'intégrer les revendications de tous les mouvements sociaux, mais elle en a même exclu certains, qui n'ont vu que la violence pour s'exprimer. Mais celle-ci ne s'est généralement pas avérée une stratégie gagnante, même si elle a servi parfois d'accélérateur de prise de conscience, comme dans le cas des mouvements antinucléaires par exemple.

Un des points forts du livre est sans aucun doute l'utilisation de l'histoire orale. Carole Villiger a mené deux entretiens avec d'anciens séparatistes jurassiens, neuf avec des militant·e·s d'extrême gauche, deux avec des représentants de l'extrême droite et un avec Dick Marty, ancien procureur du Tessin. Cette disproportion montre la réflexivité des militant·e·s de gauche comme leur habitude à être objets d'étude, alors que les milieux d'extrême droite sont à cet égard plus secrets et fermés. C'est d'autant plus regrettable que les sources relatives à ces derniers sont minces, car ils ont moins fait l'objet de surveillance de la part de l'État que la gauche. L'administration fédérale a en effet eu tendance à surveiller et réprimer plus durement les militant·e·s d'une gauche vue comme extrême (qui va de la solidarité avec la Rote Armee Fraktion à la recherche de logements communautaires), non seulement en raison du climat anticommuniste de la guerre froide, mais également car celle-ci remettait en question, par ses actions violentes ou simplement son mode de vie alternatif, les fondements de l'État.

Sans faire l'apologie de la violence ni sous-estimer son poids dans la dynamique des groupes étudiés, Carole Villiger pose ainsi un regard neuf sur l'histoire politique suisse de la seconde moitié du XXe siècle et invite à questionner les usages actuels

de la surveillance et l'usage des catégories de «terrorisme» ou «violence», qui demande à chaque fois une mise en contexte et un regard critique.

PAULINE MILANI

Pierre Eichenberger,
Mainmise sur l'État social: mobilisation patronale et caisses de compensation en Suisse (1908-1960)
Neuchâtel, Alphil, 2016.

L'ouvrage de Pierre Eichenberger, issu d'une thèse de doctorat, retrace la genèse puis le développement des caisses de compensation sous gestion patronale. Il s'agit d'un rouage peu connu mais central de l'État social en Suisse. Ces caisses permettent en effet le financement des allocations familiales dès l'entre-deux-guerres, puis des indemnités en faveur des soldats mobilisés entre 1939 et 1945, ensuite de l'assurance-vieillesse dès 1948 et de l'assurance-invalidité dès 1960. Aujourd'hui encore, ces caisses patronales gèrent une partie des fonds des assurances sociales, aux côtés de caisses cantonales publiques. Cet objet d'étude *a priori* austère et technique amène en réalité l'auteur à une analyse historique approfondie des rapports entre patronat et mouvement ouvrier durant la première moitié du XXe siècle. Une telle démarche permet à l'historien de mettre en lumière l'influence prépondérante des associations patronales dans le développement de la politique sociale helvétique.

Pour mieux comprendre cette influence, la première partie du travail se focalise sur l'essor des associations patronales durant la décennie 1908-1918, en réaction à la montée en puissance du mouvement ouvrier et à la multiplication des conflits de travail. L'auteur souligne en particulier les méthodes du patronat organisé pour combattre le mouvement syndical durant ces années de forte confrontation sociale. L'historien détaille ainsi la constitution de caisses de grève pour soutenir financièrement les employeurs touchés par un conflit de travail, la réalisation de listes noires de grévistes que les employeurs refusent d'embaucher ou encore la multiplication des procédures judiciaires contre les syndicats. Durant ces années, les responsables des associations patronales anticipent scrupuleusement le scénario redouté d'une grève générale et réfléchissent aux meilleurs moyens d'y réagir. Ainsi, en 1909, Otto Steinmann, directeur de l'Union centrale des associations patronales suisses, publie une étude sur la Grève générale de 1909 en Suède. Il y vante notamment l'efficacité des gardes civiques visant à maintenir l'ordre par des méthodes musclées. De fait, en réaction à la Grève générale de 1918, le patronat jouera un rôle important dans la constitution de telles *Bürgerwehren* en Suisse.

Le renforcement de la cohésion, de l'organisation et de l'influence des associations d'employeurs à travers la lutte contre le mouvement ouvrier explique pourquoi celles-ci réussissent, dans les années suivant la Grève générale, à exercer un contrôle étroit sur le développement de la politique sociale. Si ce développement demeure encore embryonnaire durant l'entre-deux-guerres – concernant alors avant tout les allocations familiales, pilier d'une approche conservatrice de

la question sociale – la stratégie des associations patronales se dessine déjà clairement à ce moment : il s'agit de limiter au maximum la régulation législative et la centralisation étatique, en privilégiant l'autorégulation du domaine social par les associations patronales elles-mêmes.

Et précisément, des caisses de compensation gérées par le patronat permettent de prélever les cotisations sur les salaires afin de payer des allocations – au demeurant fort réduites – tout en évitant régulation et intervention étatiques. Mais ce n'est pas le seul avantage que le patronat tire d'un tel modèle. La gestion des caisses par les associations patronales oblige les entrepreneurs récalcitrants à s'y affilier, renforçant ainsi l'implantation des associations dans le tissu économique. À travers les informations collectées par les caisses, les associations patronales parviennent aussi à coordonner la politique des salaires pour mieux faire face aux revendications des syndicats. Enfin, la gestion des caisses par les associations d'employeurs permet d'éviter la transmission aux pouvoirs publics de précieuses informations sur les salaires et plus généralement sur la marche des entreprises ; il s'agit là encore, pour les patrons, de tenir l'État à distance de l'économie privée.

La Deuxième Guerre mondiale conduit à un renforcement significatif de la politique sociale, à travers l'introduction des allocations pour perte de gain en faveur des soldats mobilisés (APG). Les autorités sont en effet soucieuses d'éviter la répétition du scénario de la Première Guerre mondiale où la paupérisation des soldats mobilisés et de leurs familles, faute d'indemnités de mobilisation suffisantes, avait favorisé la radicalisation ouvrière menant à la Grève générale. À nouveau, les employeurs parviennent à éviter la mise en œuvre d'un système étatique, le prélèvement des cotisations sur les salaires pour financer les APG demeurant la prérogative des caisses de compensation patronales. Pour obtenir un tel succès, les chefs d'entreprises s'appuient sur leurs influents relais au sein d'une administration fédérale où plusieurs hauts fonctionnaires sont des anciens secrétaires patronaux. Les employeurs profitent aussi de l'affaiblissement du mouvement syndical au début du conflit mondial, à l'heure où le vent autoritaire et antisocialiste qui souffle en Europe n'épargne pas la Suisse ; l'auteur le montre bien en mettant en lumière le succès que rencontrent alors les idées corporatistes, inspirées notamment du régime fasciste italien, dans une partie des cercles patronaux.

À la fin du conflit mondial, sur fond de remobilisation ouvrière, le mouvement syndical et socialiste obtient des autorités que le système des APG serve de base à l'assurance-vieillesse (AVS). Mais une fois encore, le patronat organisé parvient à garder la haute main sur la mise en œuvre de cette assurance. Les employeurs s'appuient alors sur leurs nombreux relais au sein de commissions extraparlementaires travaillant à la réalisation de l'AVS et profitent de l'attitude complaisante du conseiller fédéral radical Walther Stampfli, lui-même ancien chef d'industrie. Si la gauche obtient que les caisses de compensation AVS soient gérées paritairement par le patronat et les syndicats, Pierre Eichenberger montre qu'il s'agit dans les faits d'une parité

en trompe-l'œil : dans l'ordonnance d'application, le patronat impose en effet que les comités paritaires chargés de contrôler les caisses n'aient aucune compétence dans la gestion au quotidien de ces dernières, qui demeurent de fait sous contrôle des employeurs.

Alors qu'en 1945, dans des pays comme la France, la Suède ou la Grande-Bretagne, le mouvement ouvrier et socialiste obtient le développement de systèmes de sécurité sociale en mains publiques et dont la gestion échappe pour une large part au patronat, en revanche, la politique sociale helvétique reste non seulement lacunaire (absence de couverture pour l'invalidité, la maladie, etc.) mais fait l'objet d'un contrôle patronal dans ses modalités de gestion. Ce contrôle permet aux associations d'employeurs d'accroître leur influence tant sur le marché du travail que sur l'État lui-même. Cette étude apporte un éclairage novateur sur les ressorts concrets d'une telle influence qui – comme le note en 1963 le secrétaire de l'Union suisse du commerce et de l'industrie (dite aussi Vorort) – « est plus forte lorsque nous restons dans l'ombre et que l'on ne parle pas trop de nous ».

HADRIEN BUCLIN

Eugène Cotte, *Je n'irai pas ! Mémoires d'un insoumis*
Montreuil, La Ville brûle, 2016, 240 p.

En 1910, la population de Neyruz-sur-Moudon dépassait les 250 habitants, record historique. On construisait alors une nouvelle route vers Denezy, dans un relief compliqué. Eugène Cotte n'était pas le « soldat qui rentre au pays » de Ramuz et Stravinsky, bien au contraire. Paysan du département du Loiret, né en 1889, anarchiste et antimilitariste, il a travaillé aux champs depuis son tout jeune âge. Insoumis à l'armée, il arrive à Lausanne le 6 septembre 1910. Il va rester plus de deux ans dans le canton de Vaud, sans doute sous un nom d'emprunt. En automne 1916, blessé à la guerre, il rédige des souvenirs qui sont publiés aujourd'hui avec quelques notes. Il vivra encore soixante ans dans son département d'origine.

Une quarantaine de pages relatent son séjour en Suisse, ses travaux, ses amours, ses observations. L'édition, malheureusement, est particulièrement négligée pour ce passage : les noms géographiques sont défigurés, les rares notes approximatives. Avec un peu de patience et de flair, on arrive toutefois à reconstituer ses étapes.

Après quelques jours à Lausanne, où il arpente la ville, Eugène s'embauche à la tuilerie de Naz, où il ne reste qu'une semaine : « ce que je trouvai un peu fort fut de ne pas avoir de draps sur la malheureuse paillasse que nous devions partager ». Il part alors pour Neyruz ; il décrit en détail les travaux et les conditions de vie des ouvriers, la vie des villageois, la luge en hiver, l'eau et l'électricité arrivant dans presque toutes les maisons, ce qui ne manque pas de l'étonner.

Il y reste plus d'un an, avec des interruptions : en hiver, il revient à Lausanne. Il trouve du travail d'abord chez l'entrepreneur Diana-Tardini au Maupas, puis chez l'horticulteur et pépiniériste Pittet, rue Marterey, allant « en ville avec un jardinier professionnel faire les jardins et les parcs chez les clients du patron, dans les

hôtels et les villas». Ses repas, il les prend à la «Consommation populaire» de la Société coopérative, à l'angle de la rue Saint-Laurent et de la place Arlaud.

De retour à Neyruz en mai 1911, «j'agrémentai [ma] chambre en fixant au mur les portraits de mes amis, ainsi qu'une carte de la Suisse et une lithographie à la mémoire de Francisco Ferrer». Il aime Adèle la couturière, il aime Elise la mal mariée, et suit de près les débats sur la paternité dans le nouveau Code civil. En hiver, il prend pension chez un paysan, un des nombreux Dutoit du village; il restera lié à cette famille toute sa vie, retournant la voir cinquante ans plus tard.

En avril 1912, il s'embauche brièvement sur le chantier du chemin de fer Aigle-Sépey-Diablerets, dans la même entreprise Blanchod pour laquelle il travaillait à Neyruz. «Georges Blanchod, ancien ingénieur de la ville de Montreux, s'était mis entrepreneur sans avoir beaucoup d'avance en capitaux, et il eut le tort de vouloir faire de trop grandes entreprises.» Après la faillite, Cotte devient charretier pour l'entreprise Felli, Pianezza & Biasini de Clarens, ayant acquis des chevaux et une carriole. Il transporte des pierres pour les constructions de Leysin en plein développement, puis travaille sur le chantier de la Grande-Eau, jusqu'au 1er décembre 1912. Felli «construisait là une usine électrique qui devait transformer en force motrice une chute d'eau provoquée (on obtenait ainsi une chute de 500 mètres) en détournant, sur un assez long parcours, le lit de la petite rivière qui longe la route Aigle-Sépey et prend sa source du côté des Diablerets».

Cotte est abonné à des journaux anarchistes, mais il n'a pas d'activités militantes: «Je ne trouvai jamais en Suisse de véritables amis dont les idées et les sentiments s'accordent avec les miens. [...] Cette année-là, il ne faisait pas très bon de se réclamer des idées anarchistes à cause de la fameuse affaire Bonnot et Cie.» C'est alors pourtant qu'il reçoit la visite d'amis d'enfance, avec lesquels il s'accorde quelques loisirs, racontant par exemple leur excursion aux Rochers-de-Naye. Mais peu après, en compagnie d'un autre insoumis, il décide de retourner en France. Il va bientôt être arrêté à Lyon et ne parviendra à se faire réformer qu'après une longue grève de la faim en prison. En 1914, toutefois, il accepte d'être mobilisé.

Il est blessé à la bataille de la Somme, en juillet 1916. Deux mois d'hôpital lui donnent le temps de se souvenir et de se raconter. L'écriture est vivante, la mémoire précise. On a là un témoignage précieux pour l'histoire sociale et industrielle «vue d'en bas» des grands travaux dans le canton de Vaud, routes, voies ferrées, barrages.

Les autres pages du livre, sur sa jeunesse paysanne, sa formation aux idées anarchistes, puis sur la guerre où il est blessé, sont elles aussi riches et vivantes. Mais l'épisode suisse mériterait d'être approfondi, vérifié, annoté. Plus généralement, l'avant-propos se borne à évoquer la transmission du manuscrit par la fille d'Eugène Cotte, mais ne dit rien de son état ni de la fidélité de sa transcription.

MARIANNE ENCKELL

Francesco Garufo,
L'emploi du temps. L'industrie horlogère suisse et l'immigration (1930-1980)
Lausanne, Antipodes, 2015, 340 p.

L'histoire de l'immigration économique, notamment italienne, en Suisse est connue dans ses grandes lignes, elle a fait l'objet de plusieurs études. Garufo y porte toutefois un regard neuf par la focale choisie et par une posture méthodologique singulière.

La focale, c'est l'industrie horlogère, et plus spécifiquement la fabrique Tissot au Locle. En terme d'emploi, l'horlogerie a longtemps campé sur des positions particulières : alors que, dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'industrie suisse profite au maximum de l'apport de la main-d'œuvre italienne, l'horlogerie refuse de recourir à celle-ci, même si la branche est en pleine progression, par peur des fuites technologiques pour les patrons et par crainte d'une déqualification des métiers de la branche pour les syndicats.

Dans une première phase, l'horlogerie utilise une main-d'œuvre provenant d'autres régions de Suisse, essentiellement des ouvrières valaisannes, prêtes à occuper les postes les moins qualifiés, puisque le retard de l'industrialisation dans leur canton n'offre pas d'autres perspectives. Avec le démantèlement du Cartel entamé dans les années 1950, les patrons horlogers assouplissent leur position sur l'immigration. À partir de 1960, ils engagent de plus en plus d'ouvrières italiennes, mais cette ouverture tardive les met en porte-à-faux avec l'évolution générale, puisqu'en 1963 la Confédération introduit les premières mesures de plafonnement pour lutter contre la surchauffe. Dès lors, les industriels horlogers se tournent vers les frontaliers et frontalières qui vont se substituer aux saisonnières. L'auteur le souligne au passage : l'immigration ne se décline pas seulement en « nationalité » mais aussi en « genre ».

La posture méthodologique consiste essentiellement en un jeu d'échelles subtilement mené. Garufo prend bien sûr en compte les positions des acteurs globaux, État, organisations patronales et organisations ouvrières, qu'il nomme à défaut de mieux les « régulateurs », mais il complexifie la question en variant les focales, qu'il fait porter aussi sur une entreprise, Tissot, puis sur les migrant·e·s. Chacune des parties intervenant dans le processus migratoire dispose d'une relative autonomie et c'est le jeu mouvant de leurs interactions qui rend le travail de Garufo passionnant. Ainsi, l'exemple de Tissot le montre, l'entreprise ne subit pas passivement les décisions prises par l'État, elle est guidée par son propre agenda économique et elle dispose d'une marge de manœuvre qui se manifeste par exemple dans des stratégies de recrutement préférant se baser sur les relations personnelles et les liens familiaux plutôt que de passer par la voie officielle des offices de placement.

Au final, le jeu sur des focales différentes se révèle pertinent. Contre le jugement souvent admis qui prétend que le recours à l'immigration a retardé la nécessaire rationalisation de l'appareil de production helvétique, Garufo démontre dans cette belle étude que ce n'est pas le cas pour l'horlogerie. Au contraire : utilisée de

manière différenciée, l'immigration apparaît comme un acteur favorisant la modernisation de l'appareil de production et comme un frein à la hausse des salaires. Un vrai rêve patronal…

ALAIN CLAVIEN

Arthur Villard, 1917-1995: ein Leben für Frieden und Gerechtigkeit – une vie pour la paix et la justice
Bienne, 2017, 36 p.

À l'occasion du centenaire de la naissance d'Arthur Villard, ses amis et ses proches ont demandé à Ginevra Singer et Philippe Garbani de rédiger cette belle brochure bilingue, sous forme d'hommage.

Instituteur partisan des méthodes Freinet, pacifiste et objecteur de conscience, socialiste engagé, Arthur Villard connut toute sa vie des difficultés professionnelles et politiques, jusqu'au sein de son propre parti. Les combats prirent toujours le dessus: contre le nucléaire, pour l'amnistie en Espagne, pour le service civil, l'accueil des réfugiés chiliens, l'indépendance du Jura, et pour faire passer au Grand Conseil bernois puis au Conseil national d'innombrables motions et interpellations.

Je l'ai connu aux Marches de Pâques contre l'armement atomique, depuis 1963; grâce à sa formation militaire, il marchait en tête pour donner le rythme de 4 km à l'heure. Puis lors de «l'affaire Pierre Annen», la même année: cet enseignant biennois avait appelé au refus de servir tant qu'il n'y aurait pas de service civil, ce qui mobilisa une surveillance démesurée de la part des «forces de l'ordre». Pour une carte postale de soutien, j'ai eu l'honneur de mon premier interrogatoire à la Sûreté et de la première inscription sur ma fiche de la police politique… Puis, bien sûr, à l'Internationale des résistants à la guerre, dont Villard assurait le secrétariat en Suisse et à laquelle il donna une présence active pendant une quinzaine d'années.

Infatigable Arthur Villard, organisateur et orateur de manifestations, exclu puis réintégré au Parti socialiste, exclu puis réintégré dans l'enseignement, payant son engagement par des peines de prison et des amendes à répétition. C'était des années où le PS et les syndicats étaient frileux et avaient bien de la peine à supporter dans leurs rangs ce trublion pour qui l'action directe comme le parlementarisme étaient des moyens qu'on pouvait utiliser ou détourner pour des fins de paix et de justice sociale.

MARIANNE ENCKELL

La brochure peut être obtenue
auprès d'André Villard,
rue de Büren 26, 2504 Bienne.

Quelques travaux récents à signaler

Almanach des révolutions, collectif, Lausanne, Éditions d'en bas, 2017, 160 p.

Hadrien Buclin, « Entre contestation et intégration : la gauche helvétique face aux débats de la sortie de guerre (1944-1946) », in L. Charrier et al. (éd.), *La Suisse entre consensus et conflits : enjeux et représentations*, Presses universitaires de Reims, 2016, pp. 65-82.

Hadrien Buclin, « Swiss Intellectuals and the Cold War : Anti-Communist Policies in a Neutral Country », *Journal of Cold War Studies*, 2017/4, pp. 137-167.

Pierre Evéquoz, *« Die Rote Anneliese » : Genèse et itinéraire d'une revue contestataire haut-valaisanne (1971-1982)*, mémoire de master, Université de Fribourg, 2017.

Jacqueline Heinen, *1968... Des années d'espoirs : Regards sur la Ligue marxiste révolutionnaire / Parti socialiste ouvrier*, Lausanne, Antipodes, 2018, 327 p.

Daniel Marco, *Espace urbain et société, écrits, 1970-2009*, Lausanne, Éditions d'en bas, 2017, 384 p.

Christian Marmy, *L'exil politique en Suisse : Les réfugiés de la Commune (1871-1880)*, mémoire de master, Université de Lausanne (sous la dir. de F. Vallotton), juin 2017.

Arnaud Paratte, *De l'attitude du Parti socialiste suisse face au secret bancaire (1919-1945)*, mémoire de master, Université de Lausanne (sous la dir. de S. Guex), juin 2017.

Jean-Louis Portmann, *Histoire de l'objection de conscience en Suisse au XXe siècle*, Neuchâtel, chez l'auteur, 2016, 345 p.

Jonas Roesti, *Les mots de l'engagement. Analyse du discours syndical de Pierre Aragno au temps des deux guerres mondiales*, mémoire de master, Université de Neuchâtel, 2017.

Le spectacle de la Révolution : La culture visuelle des commémorations d'Octobre, sous la dir. de Gianni Haver, Jean-François Fayet, Valérie Gorin et Emilia Koustova, Lausanne, Antipodes, 2017, 301 p.

Roger Steinmann, *Le mouvement ouvrier-socialiste fribourgeois au début du 20e siècle*, mémoire de master, Université de Fribourg (sous la dir. d'Alain Clavien), 2018.